

Révolte des travailleurs du secteur public au Wisconsin Une brise d'Égypte souffle sur le Midwest étasunien



Travailleurs et étudiants remplissent l'édifice du Capitole de Madison, capital du Wisconsin

« En cette année où les gouverneurs [des états étasuniens] sont en concurrence pour savoir qui sera le plus implacable, peu importe les conséquences, le gouverneur du Wisconsin Scott Walker vient de se donner le rôle d'avant garde.

« Comme de nombreux gouverneurs, il veut réduire les avantages des travailleurs de l'État.

« Le projet de loi obligerait les employés du secteur public de payer 12,6 pour cent de leurs coûts d'assurance santé, et de contribuer 5,8 pour cent de leur salaire pour leur pension. Cela réduirait le salaire net, selon les travailleurs. *"Il semble que ce sera un minimum de 20 pour cent de nos salaires"*, a déclaré Dick Dahnert, un membre de l' American Federation of State, County and Municipal Employees Local 655... » (Lee Sustar, [Class war in Wisconsin](#), SocialistWorker.org, 18/02/11, ma traduction)

« Mais il a également décidé qu'un budget de crise est un bon moment pour avancer un objectif idéologique cher à ses amis républicains : l'élimination de la plupart des droits de négociation collective des employés du secteur public.

« Il n'est pas surprenant que des milliers de travailleurs aient marché vers le Capitole [...] Jeudi, les démocrates du Sénat de l'État ont refusé de se présenter, en jurant d'empêcher toute action jusqu'à ce que le gouverneur laisse tomber son plan. La police d'état a été envoyée pour les trouver.

« M. Walker a décrié le chaos, mais il en est entièrement responsable. Son plan qui vise à saper les syndicats, ce qui n'aurait pas d'impact direct sur le budget, enlèverait presque tous leurs droits à négocier.

« Tout serait exclu des négociations sauf les salaires, et toute augmentation de salaire qui pourrait être gagnée serait limitée à l'indice des prix à la consommation. La convention collective serait limitée à un an, et les cotisations syndicales ne seraient plus déduites des chèques de paie. Comme le président Obama l'a si bien indiqué, mercredi, ceci *"apparaît comme une attaque contre les syndicats."* (L'archevêque de Milwaukee [la plus grande ville du Wisconsin] et les joueurs des [Packers de Green Bay](#) se sont également prononcés en faveur des travailleurs.) [...]

« ...le gouverneur refuse d'accepter sa propre part de responsabilité pour le déficit projeté de 137 millions de dollars. Le mois dernier, lui et l'Assemblée législative ont distribué 117 millions de dollars en allègements fiscaux, principalement pour les entreprises en expansion et pour subventionner les comptes privés de santé. C'était un choix fait par les législateurs, et n'eut été de cette décision et de quelques autres, selon le Bureau fiscal de l'état, l'état aurait eu un excédent.

« Le Wisconsin n'est certainement pas aussi mal en point que la Californie, l'Illinois, et plusieurs États du nord-est qui prennent de difficiles décisions budgétaires [sic] sans chercher à éliminer les droits syndicaux. Néanmoins, le mouvement anti-syndical s'accélère, particulièrement dans l'Ohio, l'Indiana, et plusieurs autres États. Ce jeudi à Washington, John Boehner, le président [républicain] de la Chambre, approuvait M. Walker. » [...]

(New York Times, premier éditorial du 18 février 2011, [Gov Walker's Pretext](#), ma traduction)

Ample mobilisation que tentent de rattraper les directions syndicales nationales

« Ce 18 février, les travailleurs du Wisconsin se préparaient pour leur quatrième rallye quotidien consécutif, le plus grand jusqu'ici [...] Il était difficile d'estimer la taille de la manifestation de ce jeudi, 17 février, mais elle a été nettement plus importante que les manifestations précédentes, qui ont commencées avec un rallye de 20 000 personnes le mardi, et une manifestation forte de 30 000 le jour suivant. Les chiffres de jeudi ont été gonflés par des milliers d'enseignants — les membres du Wisconsin Education Association Council qui ont suivi leurs dirigeants syndicaux les appelant à quitter le travail pour se joindre à la manifestation. [...]

« Les enjeux de la guerre de Walker sont clairs pour les deux parties. S'il gagne, il va donner l'exemple aux gouverneurs républicains et aux assemblées législatives pour briser les syndicats du secteur public dans l'Ohio et l'Iowa. Il va également faciliter la tâche aux gouverneurs démocratique, comme Jerry Brown de la Californie et Andrew Cuomo de New York, qui vont paraître plus raisonnables quand ils font leurs propres revendications pour que les travailleurs du secteur public subissent des baisses de salaires, de pensions et d'emplois.

« La différence est que les Démocrates vont laisser les syndicats du secteur public en grande partie intacts — non pas parce qu'ils sont pro-travailleurs mais parce qu'ils ont besoin de leur soutien en termes de fonds électoraux et pour les opérations visant à faire sortir le vote au moment des élections.

« Parce que le plan de Walker pose une grave menace à l'existence même des syndicats du secteur public, les hauts dirigeants syndicaux se sont intéressés au conflit.

« Le président de l'*American Federation of Teachers*, Randi Weingarten, a rencontré les employés diplômés de l'Université du Wisconsin, membres de son syndicat, le 18 février au soir. (Ironie du sort, Weingarten arrivait tout juste d'une conférence de concertation patronale-syndicale parrainée par le gouvernement à Denver, où elle a fait l'éloge des derniers contrats de concession comme étant la voie à suivre.) Quant au président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, il est attendu ce 18 février à la manifestation du Capitole de Madison.

« Mais Trumka et Weingarten ne viennent pas à Madison tant pour diriger le mouvement que pour le rattraper. [...]

« Quiconque participe aux manifestations est frappé par la façon dont les syndiqués voient leurs combats comme une lutte faite au nom de la classe ouvrière tout entière. Et il y a un sentiment palpable chez les travailleurs non syndiqués et chez les étudiants que la classe ouvrière organisée a le pouvoir de se tenir debout contre les employeurs et les politiciens qui sont déterminés à procéder à une réduction permanente et profonde du niveau de vie des travailleurs. ■ En d'autres termes, la guerre unilatérale de classe est terminée. [...]

« Mais la lutte est loin d'être finie — et malgré les mobilisations la victoire est loin d'être assurée dans le Wisconsin. Walker a une majorité républicaine dans les deux chambres de la législature... s'il peut obtenir un vote. [...] »

(Lee Sustar, [Class war in Wisconsin](#), SocialistWorker.org, 18/02/11, ma traduction)

Le début d'un nouveau mouvement ouvrier aux ÉU

« [...] Walker a habilement tenté de diviser les travailleurs du secteur public en excluant la police et les pompiers de sa loi anti-syndicales, et les médias ont travaillé à diviser les salariés du public contre des travailleurs du secteur privé. Pourtant, tant les pompiers que les travailleurs du secteur privé ont rejoint les travailleurs du public pour ce qui a été l'une des plus grandes manifestations de travailleurs aux États-Unis depuis des décennies. Seule la Californie a vu des manifestations aussi grandes ces dernières années.

« De nombreux manifestants, en prenant en exemple la rébellion contre les gouvernements autoritaires du Moyen-Orient, portaient des pancartes disant: "*Négocions comme ils le font en Égypte.*" Alors que la situation dans le Wisconsin est difficilement comparable à la révolution dans le monde arabe, ce que nous voyons, c'est le début d'un nouveau mouvement des travailleurs étasuniens. Parce que ce mouvement est si différent de ce que beaucoup attendaient, il peut nous prendre par surprise.

« [...] Le nouveau mouvement syndical qui émerge ne démarre pas dans la classe ouvrière industrielle (ce qui arrivera bien assez tôt), il ne se concentre pas sur les questions d'atelier (elles seront sans doute reprises d'ici peu), il n'est pas principalement motivé par un désir de démocratie syndicale (même s'il devra se battre pour la démocratie syndicale pour faire émerger les chefs dont il a besoin). Et ce n'est pas comme la plupart des mouvements de travailleurs étasuniens du passé limités à la lutte de classe économique (bien que cela va aussi s'accélérer). Il est depuis le début un mouvement syndical intrinsèquement politique. [...] Cela aura d'énormes conséquences pour les relations traditionnelles entre le mouvement syndical et le Parti démocrate, d'autant plus que les Démocrates, de Barack Obama aux gouverneurs d'état comme Cuomo, sont aussi exigeants pour les employés du secteur public en termes de salaires, d'avantages, de conditions et de droits. [...]

« La période d'après-guerre a vu l'expansion du gouvernement par laquelle des millions de personnes ont trouvé des emplois... Une nouvelle recrudescence dans les années 1960 et 1970 a conduit à la création et à la croissance rapide des syndicats d'employés publics de toutes sortes: *l'American Federation of Teachers* (AFT), *la National Education Association* (NEA), *l'American Federation of State County and Municipal Employees* (AFSCME), et *l'American Federation of Government Employees* (AFGE). Ces travailleurs du secteur public étaient beaucoup plus diversifiés en termes de race que la plupart des syndicats du secteur privé, avec un mélange de blancs, d'afro-américains et de latino-américains, hommes et femmes.

« Les employés du secteur public dans les années 1960 et 70 ont remporté les droits à la reconnaissance syndicale, à la négociation collective et à la grève par des centaines de grèves, petits et grandes, durant ces deux décennies. [...] La plus célèbre de ces grèves, peut-être, a été celle du local 1733 de l'AFSCME, grève des travailleurs afro-américains de l'assainissement de Memphis au Tennessee. Le Dr. Martin Luther King, Jr., le dirigeant du mouvement des droits civiques, était là pour soutenir ces travailleurs quand il fut assassiné.

« Aujourd'hui, le mouvement syndical est à un tournant. Les employeurs étasuniens, les partis politiques et les gouvernements à tous les niveaux ont décidé que le moment était venu d'attaquer ce qui est le dernier rempart du syndicalisme étasunien : les syndicats des employés publics. Au dernier décompte du *Bureau of Labor Statistics*, seulement 11.9 pour cent de tous les travailleurs étaient syndiqués, et seulement 6.9 pour cent dans le secteur privé. Dans le secteur public, cependant, les syndicats d'employés publics représentent environ 36.2 pour cent de tous les travailleurs, et le nombre est encore un peu plus élevé chez les enseignants. L'élite politique et économique des ÉU est à la recherche de la solution

finale au problème du travail — et nous ne sommes pas prêts à monter dans le train et à aller dans les camps.

« Les employés du secteur public, désormais, se trouvent en première ligne du mouvement ouvrier, se défendent d'un bout du pays à l'autre et nulle part en ce moment de façon aussi spectaculaire qu'à Madison, Wisconsin. Tout comme la révolution arabe s'est propagée rapidement de la Tunisie à l'Égypte, on peut donc s'attendre à voir ce mouvement se propager d'un état à un autre car il résiste aux gouverneurs tant du parti républicain que démocrate et aux responsables locaux qui veulent dépouiller les travailleurs de leurs droits. [...]

(Dan La Botz, [A New American Workers Movement Has Begun, Solidarity](#), 17/02/11, ma traduction)

Extraits choisis et traduits par Marc Bonhomme, 18 février 2011

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com